DIAL 3448

BRÉSIL - Point final au progressisme

Raúl Zibechi

lundi 30 avril 2018, mis en ligne par Dial, Raúl Zibechi

À 6 mois des prochaines élections présidentielles, cet article de Raúl Zibechi fait le point sur l'état des rapports de force politiques au Brésil après l'incarcération, vendredi 6 avril, de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva. Article publié par l'hebdomaire uruguayen Brecha *le 6 avril 2018.*

Avec un Lula condamné et envoyé en prison se clôt un cycle politique en Amérique latine. L'ex-président du Brésil a pratiquement épuisé les possibilités de se présenter aux élections d'octobre prochain. Son parti sera réduit à l'expression minimum et l'avenir des gauches se retrouve dans les limbes dont il ne pourra pas même sortir, même à moyen terme.

Par six voix contre cinq, le Suprême tribunal fédéral (STF) a rejeté l'*habeas corpus* présenté par les avocats de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva. Il n'a donc plus la possibilité d'éviter la prison avant les élections présidentielles d'octobre. Même si le dénouement était prévisible, cela suppose une sérieuse défaite pour le Parti des travailleurs (PT), pour la gauche brésilienne et latino-américaine et, évidemment, pour le principal leader de ce courant.

Dans la corrélation de forces qui ont provoqué cette défaite il faut mentionner au moins trois éléments : la forte irruption des hauts commandants de l'armée sur la scène politique, chose inédite en trois décennies de post-dictature, la constitution d'une nouvelle droite militante, profondément raciste, antipopulaire et antidémocratique qui a polarisé le pays et, enfin, une gauche paralysée qui n'a pas été capable de comprendre les nouvelles réalités globales et régionales.

L'« éthique » militaire

Le commandant de l'armée de terre, le général Eduardo Villas Bôas, a écrit sur son compte Twitter, quelques heures avant le début de la session du Suprême tribunal fédéral qui devait décider si Lula irait en prison : « Tous les efforts doivent être faits pour interdire la corruption et l'impunité dans la vie quotidienne brésilienne ».

La proposition serait crédible si elle émanait d'une institution habituée à punir les responsables de tortures et d'assassinats durant la dictature militaire (1964-1985). Mais le haut commandement continue à soutenir les tortionnaires, leur rend des hommages publics et interfère sur la scène politique. En 2016, la Commission pastorale de la terre a démontré qu'au cours des 32 dernières années 1 722 assassinats ont été perpétrés dans les zones rurales brésiliennes, dans le cadre de la réforme agraire, dont seuls 110 cas ont fait l'objet de jugements et pour lesquels 31 personnes seulement ont été condamnées.

L'institution, qui devrait poursuivre le crime à Rio de Janeiro, où elle intervient sur ordre du président Temer [1], est définie par Villas Bôas comme « gardienne des valeurs et des principes de la moralité et de l'éthique », mais ne semble pas empressée de trouver les assassins de la conseillère municipale Marielle Franco [2].

Trois autres généraux au moins ont soutenu le commandant par des messages publics. Le général Luiz Gonzaga Schroeder a déclaré à *O Estado de São Paulo* que si Lula n'est pas envoyé en prison « le devoir des forces armées est de restaurer l'ordre ». Seul le commandant de l'armée de l'air, Nivaldo Luiz Rosado, a pris une position différente de celles des généraux, en soulignant que la société est « polarisée », et en exigeant de ses subordonnés qu'ils respectent la Constitution et ne privilégient pas leurs convictions personnelles au détriment des institutions.

Plus qu'une menace de coup d'État, il s'agit de pressions – évidemment inadmissibles – sur les 11 juges de la Cour suprême pour qu'ils envoient Lula en prison. Ces pressions ne se sont pas fait entendre quand le Parlement a décidé d'empêcher la justice de poursuivre le président Temer. D'autre part, 5 000 juges et procureurs ont demandé, dans une lettre collective, de maintenir le principe qui veut qu'un condamné en deuxième instance doive aller en prison tandis que 3 200 s'y sont opposés.

Société divisée, pays à la dérive

L'offensive politique des militaires révèle, à plusieurs égards, le désarroi de la société face à l'incroyable polarisation sociale, culturelle et politique et à la crise des institutions démocratiques. Quand les militaires interfèrent clairement dans la politique c'est que les choses vont mal. Très mal. Avec le temps cette implication engendre aussi des divisions internes irréconciliables.

La question est de savoir pourquoi les militaires, les médias importants, les églises évangéliques, le monde des affaires et le tiers supérieur de la société, ont fait de la haine un marqueur d'identité qui se focalise maintenant sur Lula mais qui, au quotidien, s'exprime contre les noir.e.s, les gauchistes, les sexualités dissidentes et, la liste est longue, contre tout celles et ceux qui sont différents. Il y a quelques mois dans un centre commercial élégant de Brasilia, un homme a insulté une femme et sa fille qui, à la sortie d'un cinéma, se donnaient la main car il a cru qu'elles étaient lesbiennes.

Si cela se produit dans un espace fréquenté essentiellement par les classes moyennes blanches, il est aisé d'imaginer ce que peut être la vie quotidienne des lesbiennes qui vivent dans les favelas, comme Marielle Franco dont l'assassinat n'a soulevé de protestations indignées ni dans les casernes ni au sein des classes moyennes aisées.

L'hypocrisie de la droite brésilienne est impressionnante. Elle domine non seulement les médias, la justice, l'armée et les principales institutions étatiques et privées du Brésil ; depuis 2013, elle a eu l'habileté de gagner la rue, quand la gauche électorale a reculé, effrayée par l'irruption de foules en colère du fait de l'augmentation des prix du transport et de la répression policière.

Le Mouvement Brésil libre (MBL), principale expression politique et militante de la nouvelle droite, exprime depuis presque cinq ans son pouvoir dans la rue, par des actions de masse allant de centaines de milliers de personnes jusqu'à des petits groupes qui s'en prennent aux étudiants qui occupent les écoles secondaires ou à des activistes féministes et LGBT. Depuis qu'ils ont délogé la gauche de la rue ils n'ont pas cessé un seul instant de se mobiliser. Ils ont obtenu d'importantes victoires comme d'obliger la Banque Santander à retirer une exposition *queer* en l'accusant d'être *une incitation à la pédophilie et la zoophilie* (*Público*, 14/09/2017).

Nous sommes en présence d'une nouvelle droite militante, face à laquelle la vieille gauche se dissout dans l'air d'une légalité mesquine, aux mains de juges et de procureurs qui se rejoignent autour des postulats de l'intransigeance et la haine. Elle n'est pas ébranlée par l'irrationalité de ses arguments, ni ne craint de bafouer le sens commun et les lois pour imposer ses positions. Elle accepte, par exemple, que Temer se maintienne à la présidence alors qu'ils ont destitué Dilma pour des fautes bien moins lourdes que celles que la justice impute au président actuel.

La gauche impossible

Que peut apprendre la gauche du procès contre Lula et de l'impossibilité pour lui de se présenter comme candidat ? Que penser de l'émergence de cette nouvelle droite implacable, que rien n'arrête ?

Le premier point est que la gauche ne peut continuer à gouverner comme elle l'a fait, en surfant sur le slogan « Lula chéri, paix et amour » qui l'a propulsé jusqu'au palais du Planalto. En janvier dernier, au cours d'un meeting à São Paulo, Lula a déclaré qu'il ne serait plus le même qu'avant le jugement. « Je ne peux pas être plus radical. Mais je ne peux pas non plus être "Lula chéri, paix et amour". J'ai offert l'amour et j'ai reçu des coups en retour. Je veux prouver que vouloir réparer ce pays n'a pas de sens si l'on n'inclut pas les pauvres » (Uol, 19/1/2018).

Lula sait qu'il ne peut pas gouverner à nouveau car une société polarisée n'admet pas les demies teintes comme celles qu'il a soutenues durant ses deux mandats. Ce centrisme tiède et l'alliance avec la droite ne sont pas reproductibles. Les forces sociales qui ont facilité la gouvernabilité (chefs d'entreprise, évangélistes, secteurs de la classe moyenne) se sont désengagées, épouvantés non par ses programmes économiques mais parce que les pauvres ont commencé à se manifester et à occuper des espaces dans tous les coins du pays. Une réaction colonialiste qui rappelle les pires périodes de l'histoire du pays qu'aucun gouvernement ne peut effacer.

Le second point est que la gauche aurait intérêt à s'interroger sur la voie à suivre. Depuis la chute du socialisme réel (1989-1991), les multiples variantes des gauches ont opté pour un pragmatisme qui est proche de l'abandon de ses valeurs historiques. Dans la volonté d'accéder au gouvernement elles ont dilué leurs programmes, forgé des alliances avec les droites, le payant très cher en termes de légitimité. Au Brésil c'est le cas du mariage de la gauche avec le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) du président actuel, un parti qui ne pense qu'à obtenir des postes et à s'y maintenir.

Le problème n'est pas de gagner ou perdre, ambition qui a toujours été et sera toujours sujette aux fluctuations des cycles historiques. La question de fond est celle de l'identité et de la cohérence qui devrait en émaner. Dans les moments difficiles, comme ceux que nous traversons, il est intéressant d'écouter des personnes qui ont amassé une sagesse, comme l'historien Eric Hobsbawm. Dans son *Histoire du XXe siècle* il soutient que la révolution espagnole a été la cause la plus noble du siècle : « Pour beaucoup d'entre nous qui avons survécu c'est l'unique cause politique qui, même rétrospectivement, nous semble aussi pure et convaincante qu'en 1936. »

Nous ne pouvons pas dire de même des expériences progressistes en Amérique latine. La corruption efface une partie de ce qui a été obtenu par les différents gouvernements. L'autre partie est dilapidée par cet orgueil insensé qui conduit à attaquer jusqu'à ceux qui les ont soutenus.

La crise actuelle peut être le moment adéquat pour se poser de nouvelles-vieilles questions. Peut-on changer la société en utilisant l'appareil d'État ? Dans les faits, l'État a domestiqué les personnes qui en y occupent des fonctions. Pourquoi les gauches continuent-elles à croire en ce que nous appelons l'État de droit, alors que les droites ont cessé de croire en la légalité pour imposer leurs intérêts par la force ? En conséquence, quels chemins faudrait-il prendre pour agir en dehors des cadres institutionnels sans pour autant avoir recours à la violence ?

Éventualités

Mário Augusto Jakobskind (corrrespondant à Rio de Janeiro)

Le PT (Parti des travailleurs) n'a pas cessé de répéter que pour ce qui concerne les candidats à la

présidence il n’a pas de plan B. Désormais la candidature de Lula est suspendue à un fil presque transparent.

Il revient au Tribunal supérieur électoral (TSE) de prendre la décision finale sur la candidature qui recueille le plus de soutiens au Brésil. Mais le TSE décidera s’il accepte ou de non d’entériner la candidature de l’ex-président, le 15 août, moins de deux mois avant les élections.

Jusqu’alors le PT pourra conserver sa prétention à maintenir Lula comme candidat, alors même qu’il purge une peine de 12 ans et un mois de prison. Néanmoins, plusieurs analystes politiques indiquent que Lula est inéligible et ne pourra pas se présenter à l’élection du 7 octobre, car la loi dite de « casier vierge » ne permet pas que la candidature de personnes qui ont été condamnées en seconde instance – c’est le cas de Luiz Inácio – soient validées.

Les avocats de Lula prétendaient tenter d’empêcher ou de différer la détention de leur client en présentant des recours de protection, ou « embargos », mais, selon les spécialistes, ces recours ne changeraient pas la condamnation à 12 ans et un mois prononcée à l’unanimité par les juges du Tribunal régional fédéral 4 de Porto Alegre, en raison du pot-de-vin (un appartement triplex dans une station balnéaire de l’État de São Paulo) reçu de la société de construction Oas en échange de faveurs dans la compagnie pétrolière Petrobras. Les avocats de Lula ont toujours soutenu que leur client n’est pas propriétaire de l’appartement.

Menaces militaires

Mário Augusto Jakobskind

Parmi toutes les pressions militaires publiques faites au Brésil, dans les jours qui ont précédé le jugement du Suprême tribunal fédéral (STF), qui devait se prononcer sur le recours d’*habeas corpus*, les déclarations du général en retraite Luiz Gonzaga Schroeder Lessa sont celles qui ont le plus retenu l’attention.

Il est allé jusqu’à affirmer que, dans le cas où le STF accorderait la protection de l’*habeas corpus* à Lula, une « lutte fratricide » pourrait éclater. Il a ajouté que laisser l’ex-président en liberté serait, pour le STF, « inciter » à la violence parmi les Brésiliens.

Le général à la retraite n’a pas hésité à aller plus loin. Il a affirmé que si le tribunal permettait que Lula se présente comme candidat à la présidence et était élu, « il ne resterait pas d’autre alternative que l’intervention militaire ».

Quelques jours auparavant il avait même averti, dans une émission de radio, que « le sang pourrait bien couler » et que la crise qui découlerait du verdict du STF se résoudrait « par les balles ».

Les menaces de Lessa ont été considérées par le commandement de l’armée de terre comme une position personnelle qui ne représentait pas l’institution. Il n’a pas été rappelé à l’ordre bien que la loi interdise aux militaires les *pronunciamientos*, sans avoir l’autorisation de leurs supérieurs.

Après les déclarations du commandant de l’armée de terre, le général Villas Bôas, qui affirmait que l’armée partage le « rejet de l’impunité », l’interprétation par le ministre par intérim de la défense, Joaquim Silva e Luna a surpris lorsqu’il a déclaré que le commandant avait voulu réaffirmer « le respect de l’armée de terre des principes constitutionnels, sans oublier la source de légitimité des gouvernants, qui est le peuple brésilien ». Amnesty international et de nombreux juristes ont condamné, de leur côté, les déclarations de Villas Bôas et les ont considérées comme un moyen de pression sur les juges du STF.

Le président Temer a préféré s'abstenir de commenter les affirmations du commandant de l'armée de terre, tandis que le président de la Chambre des députés, Rodrigo Maia, candidat à la prochaine élection présidentielle a affirmé que « dans des moments de turbulences, quand des secteurs de la société se positionnent différemment on ne doit pas remettre en question le respect dû à la constitution ».

Sans menottes

FRT

C'est le juge Sergio Moro, le premier à condamner Lula, en 2017, pour l'affaire de l'appartement triplex à Guarujá, qui a fait s'évanouir les derniers espoirs d'empêcher Lula d'être emprisonné. Il l'a envoyé en prison pour qu'il purge sa peine le jeudi 5 avril dans l'après-midi. Mais il a eu la délicatesse de concéder à l'ex-président la possibilité de se présenter de son plein gré à la Police fédérale de Curitiba pour être incarcéré avant 17h le vendredi 6 avril.

Moro a stipulé que l'usage des menottes sur l'ex-président serait interdit « eu égard à la dignité de la charge qu'il a occupée » et que, pour cette même raison, l'attendait une cellule réservée, une sorte de « salle d'État major », où il serait « séparé des autres détenus ».

Néanmoins, ces gestes n'ont pas enterré les critiques du juge à l'encontre de la présentation prolifique de recours ou « embargos » par lesquels les avocats de Lula s'efforçaient d'entretenir l'espoir. Il a qualifié ces manœuvres de « pathologie protectrice […] qui devrait être éliminée du monde judiciaire ». La condamnation en seconde instance ne pourra pas être modifiée, a-t-il insisté.

L'éthique perdue

Raúl Zibechi

« Comme Leonel Brizola nous manque », écrit le journaliste Antonio Martins dans *Outras Palavras* [« Autres mots »]. Il rappelle qu'en août 1961, quand celui-ci était gouverneur de Rio Grande do Sul, les généraux Odílio Denys et Orlando Geisel lui avaient lancé un ultimatum : « Ils exigeaient qu'on démobilise les milliers de personnes qu'il avait convoqués au Palais de Piratini pour faire face à une conspiration contre l'accession au pouvoir du vice-président João Goulart, après la démission de Jânio Quadros. »

Goulart était rejeté par les militaires en raison de ses convictions politiques de gauche et ils s'opposèrent à son accession au pouvoir. « Personne ne va me faire un coup d'État par téléphone » fut la réponse irritée de Brizola.

Il ordonna de lever les barricades autour du palais du gouvernement et posta des mitraillettes sur les terrasses. « Sa force militaire était minuscule mais son geste montra à ceux qui résistaient à l'arrogance des oligarchies qu'ils n'étaient pas seuls et qu'il y avait des moyens de lutter », écrit Martins. Denys et Geisel reculèrent, la foule resta et Goulart assuma la présidence.

L'attitude de Brizola contraste profondément avec celle de la gauche qui a émergé depuis la dictature. Il ne s'agit pas d'armes, mais de la décision de résister. Il était façonné par une autre culture que celle de Lula avec qui il a eu de très mauvaises relations. Comment expliquer les changements ?

La gauche d’avant le coup d’État n’était ni meilleure ni pire que la gauche actuelle. Elle était différente. Une bonne partie de ses membres n’aspirait pas au confort que confèrent les charges du pouvoir, elle ne rêvait pas de consommer, ni d’imiter les habitudes des riches. Ils avaient des projets de vie collectifs qu’ils défendaient à bras-le-corps.

– Dial – Diffusion de l’information sur l’Amérique latine – D 3448.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : *Brecha*, édition n° 1689, 6 avril 2018.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.

Notes

[1] Voir DIAL 3445 - « BRÉSIL - État d’urgence à Rio de Janeiro : l’armée dans les rues » – note DIAL.

[2] Marielle Franco était conseillère municipale à Rio de Janeiro. Issue d’une favela, membre du Parti socialisme et liberté (PSOL), elle militait contre le racisme et les violences policières. Elle a été assassiné e le 14 mars 2018 – NdT.